

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 19/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARL ANEMODE ex ECOTERA

71 rue Jean Jaurès
Le Polychorme
62575 Blendecques

Références : 2022-E10148

Code AIOT : 0005107736

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2022 dans l'établissement SARL ANEMODE ex ECOTERA implanté 80300 MIRAUMONT. L'inspection a été annoncée le 27/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ANEMODE ex ECOTERA
- PARC EOLIEN SOURCES DE L'ANCRE 80300 MIRAUMONT
- Code AIOT : 0005107736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le parc éolien des sources de l'Ancre est autorisé à exploiter un parc éolien de 7 aérogénérateurs et de 2 postes de livraison par certificat d'antériorité du 12/01/2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter, garanties financières, suivi environnemental, manuel d'entretien, contrôle des accès, affichage, propreté, extincteurs, émissions sonores.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter	Autre du 09/11/2017	Sans objet
2	Montant des garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	Sans objet
3	Actualisation des garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mise à disposition des documents	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Sans objet
5	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
9	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
11	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
12	Affichage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
13	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
14	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
15	Emissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été constatée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Autre du 09/11/2017
Thème(s) : Situation administrative, Extrait KBIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Accusé de réception de changement d'exploitant du 9 novembre 2017 au nom de SARL ANEMODE.
Constats : L'exploitant a transmis un extrait KBIS de sa société daté du 28 juin 2022. La dénomination de l'entreprise est identique à celle figurant sur l'accusé de réception de changement d'exploitant du 09/11/2017.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis un acte de cautionnement établi par la société ALTRADIUS le 27/11/2018 (contrat n° 381763). Le montant de la caution provisionnée est de 371 514 € et est valable jusqu'au 30/11/2023.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Actualisation des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : Par courriel du 26/08/2022, l'exploitant a justifié les modalités de calcul de la dernière actualisation du montant des garanties financières ainsi que la formule de calcul utilisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mise à disposition des documents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Langue des documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée. Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel. Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française. Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022. II. Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : - les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ; - les rapports acoustiques rédigés à la suite de la vérification de la conformité de l'installation prévue par l'article 28, au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.
Constats : Les documents sont en français.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
Constats : Le suivi environnemental a été réalisé entre le 15/05/2019 et le 25/10/2019, soit 37 passages selon le protocole révisé en 2018. Le rapport de suivi environnemental a été transmis, il est daté de février 2020. Lors de ce suivi 10 cadavres ont été retrouvés : 6 oiseaux (2 Martinets noirs, 1 Faucon crécerelle, 1 Corneille noire, 1 Perdrix grise et 1 pigeon biset) et 4 chiroptères (2 Pipistrelles communes, 1 Pipistrelle de Nathusius et 1 Murin à oreilles échancrées). Le rapport de suivi environnemental faisant état de plusieurs cas de mortalité, il a été transmis au service Eau et Nature de la DREAL pour une analyse plus poussée.
Observations : Les données concernant le suivi environnemental seront déposées sur https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/ L'exploitant analysera la mortalité liée au parc éolien, si possible en la comparant à d'autres parcs qu'il exploite, et proposera, le cas échéant, des actions préventives.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées</p>
<p>Constats : La maintenance des installations du parc éolien de Source de l'Ancre est assurée par la société VESTAS France SAS pour la maintenance préventive et curative des éoliennes, à l'aide de ses sous-traitants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – AGV Industry pour le serrage et la maintenance des lifts – AVANTI WIND SYSTEMS pour la maintenance des lifts – SCHNEIDER ELECTRIC pour la maintenance des cellules HT en pied de machine – EMTS pour la gestion des déchets – COVERWIND SOLUTIONS S.L pour le serrage et les interventions techniques <p>Le document de maintenance listant les opérations de maintenance et leurs fréquences a été transmis.</p> <p>Un extrait du tableau de suivi de maintenance préventives et de l'outil de suivi des interventions (GMAO) ont été transmis également.</p> <p>La société VESTAS rend accessible les rapports de maintenance et de dépannage via le portail client « VestasOnline ». Les équipes d'exploitation et de maintenance Boralex de la base de Blendecques téléchargent ces rapports périodiquement et réalisent le suivi en renseignant le fichier « Suivi Registre de Maintenance » des installations du parc de Source de l'Ancre.</p> <p>Aucune anomalie n'a été pointée lors des dernières opérations de maintenance et d'entretien.</p> <p>En cas d'accident, une analyse approfondie est réalisée et un plan d'actions est mis en place. Après investigation, la cause de l'évènement peut conduire à l'actualisation des procédures de maintenance des installations. Les procédures mises à jour sont alors présentées aux équipes en « Safety Meeting » mensuel puis déployées sur le terrain.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.</p> <p>Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>

<p>Constats : Au cours du contrôle, seules les éoliennes 4 et 7 ainsi que le poste de livraison 2 ont été contrôlés.</p> <p>Les aérogénérateurs 4 et 7 ainsi que le poste de livraison 2 étaient fermés à clés et disposaient d'affichage indiquant l'interdiction d'accès à toute personne étrangère.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats : Au cours du contrôle, il a été constaté la présence d'un affichage à l'entrée du chemin d'accès des éoliennes 4 et 7 et sur le poste de livraison 2 indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde face au risque de chute de glace.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats : Au cours du contrôle, il a été constaté que l'intérieur du pied des éoliennes 4 et 7 était propre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats : Au cours du contrôle, il a été constaté que des extincteurs sont présents au pied des éoliennes 4 et 7 et comportent bien la date de leur dernière vérification, à savoir le 08/07/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installaiton supérieur à 35 dB(A) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures = 5 dB(A) ; - émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures = 3 dB(A).
<p>Constats : Des mesures du respect des valeurs limites des émissions sonores générées par les installations ont été réalisées du 23 octobre au 6 novembre 2019. Le rapport a été transmis.</p> <p>Ce rapport met en évidence une non-conformité du parc éolien vis-à-vis des exigences réglementaires et préconise la mise en place de bridages de certaines éoliennes.</p> <p>Suite à la réception du rapport, Boralex a demandé à la société Vestas de mettre en place le plan de bridage acoustique (activé à la date du 12/06/2020). Une attestation de bridage par VESTAS a été transmise à l'Inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet